

Madame La Dasen,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCT

Alors que cette année scolaire touche à sa fin, nous souhaitons attirer votre attention sur un indicateur qui, à lui seul, témoigne de la dégradation persistante des conditions de travail dans notre département : à ce jour, 653 fiches Santé et Sécurité au Travail ont été déposées dans le Finistère.

Parmi elles, 555 concernent des risques psychosociaux, soit 85 % de l'ensemble des signalements.

Ces risques psychosociaux se répartissent de la manière suivante :

- 302 situations en lien avec les élèves, dont 287 dans le premier degré ;
- 142 situations en lien avec l'organisation ou les conditions de travail, dont 73 dans le premier degré et 69 dans le second degré ;
- 72 situations en lien avec les parents d'élèves, dont 67 dans le premier degré ;
- 39 situations en lien avec les rapports sociaux au travail, dont 22 dans le premier degré et 17 dans le second degré.

Ces chiffres ne sont malheureusement pas de simples statistiques. Derrière chaque fiche se trouvent des personnels qui expriment leur souffrance, leur épuisement, leurs inquiétudes et parfois leur détresse.

À la lecture des signalements, comme lors de nos échanges avec les collègues sur le terrain, reviennent inlassablement les mêmes préoccupations : devoir poursuivre l'accompagnement d'un élève dont les comportements génèrent peur ou insécurité ; conserver un poste situé à plus d'une heure de son domicile ; faire face à des effectifs alourdis à la suite d'une fermeture de classe ; continuer à exercer dans un établissement où le climat de travail est dégradé ; multiplier les déplacements entre deux ou trois établissements au détriment même des temps de pause ; ou encore poursuivre son activité malgré une santé fragilisée.

Quels que soient les métiers exercés — enseignants du premier et du second degré, AESH, personnels administratifs, médico-sociaux, techniques ou d'encadrement — les difficultés rencontrées sont désormais bien identifiées.

La fatigue professionnelle s'installe durablement. Les risques psychosociaux ne relèvent plus de situations isolées mais traduisent des difficultés structurelles qui touchent l'ensemble de notre institution.

À cela s'ajoutent des difficultés de remplacement persistantes, des équipes fragilisées par les départs et les vacances de postes, des restructurations parfois insuffisamment accompagnées, des tensions dans les services administratifs ainsi que des collectifs de travail qui peinent à retrouver de la stabilité.

Dans ce contexte déjà particulièrement tendu, nous nous étonnons presque de ne pas avoir encore vu apparaître de fiches SST liées au déploiement d'Ondes V2.

Le choix de faire évoluer cet outil à une période aussi stratégique de préparation de la rentrée scolaire a une nouvelle fois placé les directrices et directeurs d'école devant des difficultés supplémentaires dont ils se seraient volontiers passés.

De nombreuses fonctionnalités utiles ont disparu ou sont devenues plus complexes d'accès. L'édition de listes par niveau n'est plus possible, les fiches de renseignements doivent être générées individuellement, l'application connaît des ralentissements récurrents, des blocages ou des erreurs de fonctionnement. Quant à l'ergonomie générale et à la présentation des données, elles donnent parfois le sentiment d'un retour en arrière plutôt que d'une modernisation attendue des outils de gestion.

Il y a également quelques semaines, notre département a connu un nouvel épisode caniculaire.

Une fois encore, celui-ci a mis en évidence les limites de notre capacité collective à anticiper et à gérer les conséquences du changement climatique sur les conditions de travail des personnels et les conditions d'accueil des élèves.

Classes surchauffées, bâtiments inadaptés, absence de protections solaires efficaces, consignes parfois tardives ou difficilement applicables : les équipes ont dû, comme trop souvent, trouver seules des solutions pour assurer la continuité du service public. Plusieurs fiches SST déposées à cette occasion en témoignent.

Force est de constater qu'une part importante du bâti scolaire n'est aujourd'hui plus adaptée aux réalités climatiques que nous connaissons désormais. Isolation insuffisante, manque d'occultation des ouvertures,

absence de dispositifs de rafraîchissement ou de ventilation performants : ces problématiques ne peuvent plus être considérées comme exceptionnelles.

Il devient indispensable d'engager une réflexion de fond sur l'adaptation de nos bâtiments scolaires afin de garantir à tous des conditions d'accueil et de travail dignes, sûres et compatibles avec les évolutions climatiques à venir.

À défaut, un nouvel adage pourrait bientôt s'imposer dans nos écoles :

« En janvier, on grelotte ; en mai, on suffoque. »

Au-delà de cet épisode météorologique, c'est bien une réalité plus profonde qui se dessine : celle d'un travail de plus en plus souvent empêché, exercé dans des conditions contraintes, où l'engagement professionnel des agents compense, parfois jusqu'à l'épuisement, les insuffisances structurelles de notre institution.

La qualité du service public d'éducation repose directement sur la santé, l'engagement et les conditions de travail de celles et ceux qui le font vivre au quotidien.

Prendre soin des personnels n'est pas un sujet périphérique. C'est une condition essentielle au bon fonctionnement de notre École et à la réussite des élèves qui lui sont confiés.

Nous espérons que les travaux de cette instance permettront d'apporter des réponses concrètes aux difficultés que les personnels expriment avec une constance qui ne peut plus être ignorée.

Merci de nous avoir écouté